

# Nucléaire : la suédoise met Di Rupo au rapport

**Les formateurs jugent le dossier énergétique trop important pour être laissé au seul gouvernement en affaires courantes**

**S**elon nos confrères du *Standaard*, les négociateurs fédéraux exigent du gouvernement Di Rupo un « *audit urgent* » sur les problèmes liés à la sécurité en approvisionnement électrique du pays à court et moyen terme. Les négociateurs

jugeraient que « *le dossier est trop important pour le laisser à un gouvernement en affaires courantes* ». Ils expliquent vouloir

entamer aussi vite que possible le volet « énergie » de leurs discussions et justifient leur demande par le fait que la communication passe mal entre le gouvernement sortant et celui en formation. Ils soulignent que « *nous devons chercher des solutions, pas des coupables* ». ■

## « Ce ne sera pas une balade au parc »

FORMATION Premier tour de table sur le budget : en jeu, l'équilibre en 2017 ou 2018

- ▶ La formation du fédéral est passée à la vitesse supérieure.
- ▶ Le nom du commissaire européen sera connu la semaine prochaine.
- ▶ Didier Reynders a la cote.

L'ambiance est « *constructive* » selon l'expression consacrée utilisée par Charles Michel, mais la formation « *ne sera pas une balade au parc* », pour reprendre celle, moins consacrée, de l'autre formateur, Kris Peeters.

Ce lundi, les négociateurs de la coalition suédoise (VLD, CD&V, N-VA et MR) ont parcouru une première fois les pro-

positions budgétaires. Ils ont examiné les trajectoires possibles : retour à l'équilibre en 2017, ou en 2018. Ils ne se sont pas encore entendus sur une trajectoire. Les négociateurs entendent s'écarter de la technique du gouvernement Di Rupo, qui consistait à décider de réductions de dépenses à chaque conclave. Ici, l'idée est de prévoir des normes de réductions de dépenses applicables à toute la législature. « *On décidera d'un quota de remplacement des fonctionnaires, ou de normes fixes de réduction des dépenses de fonctionnement de la Sécurité sociale* », précise Kris Peeters.

Mercredi et jeudi, les deux formateurs vont rencontrer les partis séparément, dans des réunions dites « bilatérales », afin de rapprocher les positions

des uns et des autres. Les négociateurs se reverront en plénière jeudi, vendredi et samedi.

La question des postes ministériels n'est pas encore tranchée. Mais Kris Peeters a indiqué que le nom du futur commissaire européen devrait être communiqué d'ici au 30 août. D'après plusieurs sources de bords politiques différents, c'est le nom de Didier Reynders qui se dégageait. Le même Didier Reynders a défendu son parti, seul francophone au gouvernement : « *Dans tous les gouvernements qui ont été en place ces dernières années, nous avons toujours défendu bec et ongles les droits des francophones, des Wallons, des Bruxellois. Je crois que cela va se poursuivre, dans une nouvelle configuration.* » ■

**BERNARD DEMONTY  
MARTINE DUBUISSON**

## Saut d'index, TVA, chômeurs : à chacun ses pistes

**L**es négociateurs fédéraux sont donc entrés dans le vif du sujet, lundi. En commençant par un gros morceau : le budget. Plusieurs éléments circulent déjà à ce sujet. Sachant que les souhaits des uns ne sont pas forcément ceux des autres...

**Trajectoire budgétaire.** On le sait : la future coalition devra

trouver 17,3 milliards. Mais en combien de temps ? Quand devra-t-on en revenir à l'équilibre budgétaire ? Etant donné la croissance économique toujours en berne, le CD&V et le MR plaideraient pour l'étalement de l'assainissement sur plusieurs années (ne pas se focaliser sur 2016, donc) pour autant que des ré-

formes structurelles soient entreprises. La N-VA, elle, serait plus partagée.

**Equilibre entre hausse des recettes et réduction des dépenses.** La N-VA plaiderait pour 70 % de réduction des dépenses et 30 % de nouvelles recettes. Sachant qu'il s'agit de 70 % de 17,3 milliards, le CD&V parie plutôt sur

un plus réaliste 50-50.

**Lutte contre la fraude.** La N-VA entend faire la chasse à la fraude sociale (en matière d'allocations de chômage, d'invalidité...). Le CD&V rétorquerait que la fraude fiscale est plus importante encore (le chiffre de 30 milliards est cité). Le parti de Wouter Beke, qui compte une aile gauche assez inquiète, réclamerait donc que l'on s'en prenne à la fraude sociale et à la fraude fiscale parallèlement.

**Taxer les intercommunales.** Autre idée qui plaît aux nationalistes et aux libéraux. Le CD&V, bien implanté localement, dispose de nombreux bourgmestres, parfois à la tête de communes en difficulté financière. Il est donc attentif à ce que leur situation ne s'aggrave pas. Alors taxer les intercommunales, il n'est pas forcément chaud...

**Index.** La N-VA l'avait dit pendant la campagne : elle proposait deux sauts d'index sous la nouvelle législature. L'idée d'un saut d'index (en tout cas) serait toujours sur la table. Mais le CD&V

préfererait, nous glisse-t-on, une formule remontant à Jean-Luc Dehaene : un saut d'index sauf pour les bas salaires, c'est-à-dire ceux équivalant ou inférieurs à 1.200 euros ; eux bénéficieraient d'un montant fixe d'indexation. Le MR ne rejeterait pas l'idée a

priori.

**TVA.** La piste de l'augmentation de la TVA revient sur la table chaque fois qu'il est question de trouver des recettes nouvelles. Les socialistes s'y sont toujours opposés, estimant qu'il s'agit d'une taxation injuste qui touche surtout les plus faibles revenus. Cette fois, a-t-elle une chance d'aboutir ? Du côté du CD&V, on préférerait apparemment supprimer des exceptions au taux de 21 %, donc certains taux avantageux comme celui à 6 %.

**Cotisations patronales.** C'est un autre leitmotiv des partis assis à la table : réduire les cotisations patronales (le chiffre de 5 à 6 milliards circule). Mais le CD&V souhaiterait alors lier cette baisse à une garantie qu'elle n'entraîne

pas une hausse des salaires. Voilà qui devrait être négocié entre patronat et syndicats. Pas évident avec toute la gauche dans l'opposition...

**Travaux d'intérêt général pour les chômeurs.** Une idée qui séduit a priori nationalistes et libéraux. Les chrétiens-démocrates flamands semblent ne pas tous y croire, notamment en raison de l'organisation administrative que cela supposerait. Par contre, ils accepteraient d'accroître les sanctions contre les chômeurs récalcitrants, ceux qui refusent par exemple deux fois un emploi, en

leur réduisant leur allocation.

**Confiance.** Officiellement, les relations entre les quatre partenaires sont « *constructives* ». De la à dire qu'une parfaite confiance règne... « *Il y a encore une certaine suspicion vis-à-vis de la N-VA, reconnaît un CD&V. D'autant qu'au niveau du gouvernement flamand, il y a eu des fuites organisées sur des mesures d'économie pas encore formellement décidées. On craint la même chose au fédéral.* »

Outre que les partenaires devront prendre des mesures impopulaires. Ce qui ne facilite pas les choses. Pour preuve, on nous confie qu'un sondage interne à la N-VA montrerait que la popularité du gouvernement flamand de Geert Bourgeois a chuté de 10 à 15 % depuis les fuites sur ces mesures d'économies. « *Ce qui crée un malaise à la N-VA.* » Et qui met la pression, par ricochet, sur les négociateurs fédéraux. Et notre interlocuteur ajoute – ce qui en dit long... : « *Au CD&V, on a toujours pensé qu'il faut mettre la N-VA au gouvernement pour l'étrangler. L'étranglement lent a commencé...* » A d'autres sources, on susurre plutôt que la pression est maximale sur le CD&V. Sans parler de celle sur le MR, seul parti francophone à la table de négociations. Ambiance... ■

**B.Dy et Ma.D.**